

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2239

12 septembre 2013

SOMMAIRE

BERNARD & Associés	107437	LBREP III Europe S.à r.l., SICAR	107428
Calethon Group S.A.	107472	Learning Factory	107429
Culloden S.à r.l.	107472	Leatherlux SA	107434
EDM International	107472	Leopard Germany Bero 1 S.à r.l.	107431
ERIKS Luxembourg S.A.	107471	Leopard Germany Ed 2 Southwest LP S.à r.l.	107435
Fairacre Properties (Lux) 1 S.à r.l.	107456	Leopard Germany Holding 3 S.à r.l.	107436
Farlax MidCo S.à r.l.	107438	Leopard Germany Property Ed 2 S.à r.l.	107436
Genesta Nordic Baltic Real Estate S.à r.l., SICAR	107472	Le Peigne en Or s.à r.l.	107428
GPB International S.A.	107458	Les Grands Crus s.à r.l.	107428
Gutt Drauf s.à r.l.	107471	Leto Investments S.à r.l.	107432
Halian, s.à r.l.	107426	Liminal & Co.	107427
Happy-Lux S.à r.l.	107426	Linear System S.A.	107429
Holmani	107426	Lone Star Capital Investments S.à r.l.	107433
Hydro Energy 1 S.à r.l.	107426	Loucos Investments S. à r. l.	107428
IPharma Invest (SPF) S.A.	107431	Louisiane S.A.	107429
IPharma Logistic S.A.	107435	LSF Tempus Holdings S.à r.l.	107432
IPharma Software S.A.	107427	LSREF II East AcquiCo S.à r.l.	107434
Isis Immobilier	107433	LSREF II East Lux GP SCA	107434
Jerba S.à r.l.	107427	LuxCo 82 S.à r.l.	107433
JES	107427	Luxembourg Management Company Group S.A.	107431
Jopsa S.A.	107430	Luxor S.A.	107432
Juliette Films S.A.	107430	Lyxor Quantitative Fund	107431
Jupiter International Holdings S.à r.l.	107427	LYXOR Selection Fund	107434
Kam Credit Investors 3 S.à r.l.	107435	Mabi-System	107433
KAM Credit Investors S.à r.l.	107433	Mars Propco 21 S.à r.l.	107434
Kasinvest S.à r.l.	107430	Mauritius (Luxemburg) Investments S.à r.l.	107435
Keep Contact S.à r.l.	107428	NBS Consulting S.à r.l.	107469
Key Energy Services Luxembourg II S. à r.l.	107432	Niederlande Immo Beteiligungs II A.G.	107468
Kiloutou International S.à r.l.	107430	Novell S.à r.l.	107435
Kuehne + Nagel Investments S.à r.l.	107426	Sarasino Soparfi S.A.	107470
Lampas Investment	107429	Scarla Watt Environnement S.à r.l.	107469
Landshut S.à r.l.	107432	S.C.I. Jucken	107436
La Nice S.A.	107429		
LBREP II Europe S.à r.l., SICAR	107430		

Holmani, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 113.731.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire tenue le 26 novembre 2012

L'assemblée décide de renouveler le mandat des administrateurs jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018.

L'assemblée acte la démission de TOP Audit S.A. (anciennement PKF Abax Audit S.A.) de son mandat de commissaire. L'assemblée ratifie rétroactivement au 9 novembre 2012 la nomination de Compliance & Control, B.172.482, 6, Place de Nancy L-2212 Luxembourg comme commissaire jusqu'à l'assemblée générale annuelle tenue en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 juillet 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013102336/15.

(130124817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Happy-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4760 Pétange, 20, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 141.645.

—
J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner de mes fonctions de gérant à compter du 15 juillet 2013.

Pétange, le 15 juillet 2013.

Nor-el-Ahlam BENTAHAR.

Référence de publication: 2013102333/10.

(130123808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Hydro Energy 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.160.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 160.998.

—
Les comptes annuels au 31 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013102340/10.

(130123836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Halian, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 101.520.

—
Les comptes annuels au 31 octobre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013102341/10.

(130124305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Kuehne + Nagel Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 1, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 103.753.

—
Der Jahresabschluss zum 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102437/9.

(130124156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Jerba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2230 Luxembourg, 50, rue du Fort Neipperg.
R.C.S. Luxembourg B 58.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013102419/10.

(130124321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

JES, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 86.539.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013102420/10.

(130124304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

IPharma Software S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 111.874.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 22 juillet 2013

Transfert du siège social de la société de Am Hock 2, L-9991 Weiswampach à Gruuss Strooss 30, L-9991 Weiswampach.

Fixation de l'adresse du siège social à Gruuss Strooss 30, L-9991 Weiswampach.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013102409/12.

(130124481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Jupiter International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 161.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Jupiter International Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013102418/11.

(130124431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Liminal & Co., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.500,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 177.787.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102458/11.

(130124254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Keep Contact S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5626 Mondorf-les-Bains, 12, avenue Elise Deroche.
R.C.S. Luxembourg B 131.372.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 18 juillet 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013102426/11.

(130124746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Le Peigne en Or s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4204 Esch-sur-Alzette, 19, rue Large.
R.C.S. Luxembourg B 30.407.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2013102477/10.

(130124932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LBREP III Europe S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 127.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LBREP III Europe S.à. r.l SICAR

Référence de publication: 2013102476/12.

(130124815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Les Grands Crus s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2125 Luxembourg, 11, rue de Marche.
R.C.S. Luxembourg B 43.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Pour compte de Les Grands Crus Sàrl

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013102479/12.

(130124438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Loucos Investments S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 518.400,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 138.510.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102484/9.

(130124445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Louisiane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 20.626.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013102487/9.
(130124800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Lampas Investment, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 118.101.

Extrait de la résolution prise lors du conseil d'administration tenu le 15 juillet 2013

Changement d'adresse du siège social de la Société
Le Conseil d'Administration décide de changer, avec effet immédiat, l'adresse du siège social de la Société et de transférer ses activités du 16, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 28-32, Place de la gare, L-1616 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013102472/12.
(130124175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

La Nice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 79.076.

Remplace bilan et comptes de résultat déposé le 08.07.2013 numéro L130113583

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature.
Référence de publication: 2013102469/11.
(130124621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Linear System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 153.599.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature.
Référence de publication: 2013102459/10.
(130124390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Learning Factory, Société Anonyme.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 3, avenue du Rock'n'Roll.
R.C.S. Luxembourg B 178.347.

Le Conseil d'administration du 25 juin 2013 a décidé de nommer Monsieur Jean SCHUMMERS, avec adresse professionnelle au 3 avenue du Rock'n Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette, en tant que directeur délégué à la gestion journalière et ce pour une durée d'une année.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 juillet 2013.
Référence de publication: 2013102443/12.
(130124644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Juliette Films S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, 25-27, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 166.360.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013102417/10.

(130123888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Jopsa S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8370 Hobscheid, 6A, rue de Kreuzerbuch.
R.C.S. Luxembourg B 46.587.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013102424/10.

(130124805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Kiloutou International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 172.574.

Les comptes annuels, pour la période du 31 octobre 2012 (date de constitution) au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102427/11.

(130123989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Kasinvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 154.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KASINVEST S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013102431/11.

(130124909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 106.232.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LBREP II Europe S.à r.l SICAR

Référence de publication: 2013102475/12.

(130124816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Lyxor Quantitative Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 116.875.

—
Extrait de la résolution prise lors du conseil d'administration tenu le 15 juillet 2013

Changement d'adresse du siège social de la Société

Le Conseil d'Administration décide de changer, avec effet immédiat, l'adresse du siège social de la Société et de transférer ses activités du 16, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 28-32, Place de la gare, L-1616 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102467/12.

(130124173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

IPharma Invest (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 111.149.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 22 juillet 2013

Transfert du siège social de la société de Am Hock 2, L-9991 Weiswampach à Gruuss Strooss 30, L-9991 Weiswampach.

Fixation de l'adresse du siège social à Gruuss Strooss 30, L-9991 Weiswampach.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013102407/12.

(130124485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Leopard Germany Bero 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.
R.C.S. Luxembourg B 161.277.

—
Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

M. Robert Kimmels

Gérant

Référence de publication: 2013102445/13.

(130123995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Luxembourg Management Company Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 73.897.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social le 28 juin 2013.

L'assemblée renouvelle les mandats des administrateurs Mme Luisella MORESCHI, Me Jean-Marie VERLAINE, Me Arsène KRONSHAGEN, Mr Fabrice JOURQUIN, Mme Frédérique VIGNERON et Mr Karim VAN DEN ENDE et le mandat de l'administrateur délégué Madame Luisella MORESCHI jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'an 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Pour L.M.C. GROUP S.A.

Signature

Référence de publication: 2013102501/16.

(130124780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Landshut S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 129.197.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102440/10.

(130124005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Key Energy Services Luxembourg II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 141.391.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102434/10.

(130124858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Luxor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 83.041.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102503/9.

(130124801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LSF Tempus Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.605.

Le bilan au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013102494/11.

(130124761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Leto Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 40.835,32.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 132.218.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Widart

Gérant

Référence de publication: 2013102457/14.

(130124478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

KAM Credit Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 157.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013102428/10.

(130124787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Isis Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 142.273.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013102411/10.

(130124251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LuxCo 82 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 139.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2013.

LuxCo 82 S.à r.l.

TMF Corporate Services S.A.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2013102466/14.

(130124352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Mabi-System, Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 9, Z.I. Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 107.915.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102514/9.

(130124902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Lone Star Capital Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 91.796.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013102461/11.

(130124300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LSREF II East AcquiCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 173.323.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013102495/11.

(130124298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LSREF II East Lux GP SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 173.601.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013102496/11.

(130124299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Mars Propco 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 122.313.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102519/9.

(130124488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Leatherlux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 82.745.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

LEATHERLUX S.A.

Référence de publication: 2013102478/11.

(130124548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

LYXOR Selection Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 118.801.

Extrait de la résolution prise lors du conseil d'administration tenu le 15 juillet 2013

Changement d'adresse du siège social de la Société

Le Conseil d'Administration décide de changer, avec effet immédiat, l'adresse du siège social de la Société et de transférer ses activités du 16, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 28-32, Place de la gare, L-1616 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102468/12.

(130124172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

IPharma Logistic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 112.584.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 22 juillet 2013

Transfert du siège social de la société de Am Hock 2, L-9991 Weiswampach à Gruuss Strooss 30, L-9991 Weiswampach.

Fixation de l'adresse du siège social à Gruuss Strooss 30, L-9991 Weiswampach.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013102408/12.

(130124482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Leopard Germany Ed 2 Southwest LP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.
R.C.S. Luxembourg B 109.157.

—
Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

M. Robert Kimmels

Gérant

Référence de publication: 2013102448/13.

(130124127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Mauritius (Luxembourg) Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 151.815.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102520/9.

(130123917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Kam Credit Investors 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 157.043.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102429/10.

(130124786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Novell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 111.539.

—
Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013102581/9.

(130124344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Signature.

Leopard Germany Property Ed 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.

R.C.S. Luxembourg B 155.843.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

M. Robert Kimmels

Gérant

Référence de publication: 2013102450/13.

(130124129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Leopard Germany Holding 3 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 393.800,00.**

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.

R.C.S. Luxembourg B 155.840.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

M. Robert Kimmels

Gérant

Référence de publication: 2013102449/13.

(130124217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

S.C.I. Jucken, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3911 Mondercange, 4, rue de la Colline.

R.C.S. Luxembourg E 3.901.

DISSOLUTION

Se sont réunis:

1. - Monsieur Tom Richarts, maître-menuisier, né à Esch-sur-Alzette, le 4 octobre 1971, (matricule 19711004176), demeurant à L-3316 Bergem, 5, rue de Schiffflange et

2. - Madame Myriam Lucie Thibor, agent CFL, épouse Richarts, née à Saïgon, Vietnam, le 30 octobre 1969, (matricule 19691030221), demeurant à L-3316 Bergem, 5, rue de Schiffflange,

agissant tous deux en leur qualité de seuls et uniques associés de la société civile immobilière familiale "S.C.I. Jucken", avec siège à L-3911 Mondercange, 4, rue de la Colline, constituée en vertu d'un acte notarié en date du 29 avril 2008, dont un extrait a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1435 du 11 juin 2008 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

La société civile immobilière familiale a un capital social de mille euros (EUR 1.000) représenté par cent (100) parts sociales de dix euros (EUR 10) chacune.

Par la présente les associés décident de prononcer la dissolution de la société civile immobilière familiale "S.C.I. Jucken" avec effet immédiat et assument la fonction de liquidateurs de la société;

Les associés en leur qualité de liquidateurs de la société civile familiale "S.C.I. Jucken" déclarent que l'activité de la société a cessé, que le passif connu de ladite société a été payé ou provisionné, que la société n'a plus de dettes et que les associés s'engagent expressément à prendre à leur charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement proportionnel à leur personne; partant la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

Les comparants déclarent donner décharge aux gérants de la société pour l'exécution de leurs mandats.

Les documents et pièces relatifs à la société dissoute resteront conservés durant cinq ans à L-3911 Mondercange, 4, rue de la Colline.

Mondercange, le 18 juillet 2013.

Madame Thibor / Monsieur Richarts.

Référence de publication: 2013103617/30.

(130125499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2013.

BERNARD & Associés, Société Civile.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 123, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg E 467.

L'an deux mille treize, le quatre juillet.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société civile «BERNARD & Associés», avec siège social à L-1820 Luxembourg, 17, rue Antoine Jans, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro E 467, constituée suivant acte notarié en date du 3 septembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1559 du 30 octobre 2002, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis (la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 14.00 heures sous la présidence de Madame Cheryl GESCHWIND, employée privée, demeurant professionnellement à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Martine ZELLINGER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Anita MAGGIPINTO, employée privée, demeurant professionnellement à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que les associés présents ou représentés à l'assemblée et le nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les associés présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

II. Que préalablement à la présente assemblée, les associés constatent que suite à des cessions de parts, les cent (100) parts sociales de la Société sont actuellement détenues comme suit:

1) Monsieur Bob BERNARD: soixante (60) parts sociales;

2) Monsieur Christian BERNARD: quarante (40) parts sociales.

III.- Qu'il résulte de la liste de présence ci-annexée que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée sans convocation préalable.

IV.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société, avec effet au 31 décembre 2013, à concurrence de quatre-vingt-dix mille euros (90.000 €) pour le porter de son montant actuel de dix mille euros (10.000 €) représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale, à cent mille euros (100.000 €), par émission de neuf cent (900) parts sociales sans désignation de valeur nominale

2. Souscription et libération.

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

4. Divers.

Après délibération, les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société, avec effet au 31 décembre 2013, à concurrence de quatre-vingt-dix mille euros (90.000 €) pour le porter de son montant actuel de dix mille euros (10.000 €), représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale, à cent mille euros (100.000€), par émission au 31 décembre 2013 de neuf cents (900) parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Souscription et libération

Toutes les neuf cents (900) parts sociales nouvelles sont souscrites par les associés actuels à savoir:

1) Monsieur Bob BERNARD:

Cinq cent quarante parts sociales 540

2) Monsieur Christian BERNARD:

Trois cent soixante parts sociales 360

Total: Neuf cents parts sociales 900

Toutes les neuf cents (900) parts sociales sont intégralement libérées en espèces, ce dont il a été démontré au notaire soussigné par un certificat bancaire, de sorte que la somme de quatre-vingt-dix mille euros (90.000 €) sera à la libre disposition de la Société à compter du 31 décembre 2013.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner à compter du 31 décembre 2013 la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à 100.000.- EUR (cent mille euros) représenté par 1.000 (mille) parts sociales sans désignation de valeur nominale.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille cinq cents euros (1.500 €).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. GESCHWIND, M. ZELLINGER, A. MAGGIPINTO et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 juillet 2013. LAC/2013/31291. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2013.

Référence de publication: 2013103943/73.

(130126254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Farlax MidCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 178.313.

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of July,
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Farlax TopCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of sixty-six million eight hundred seventy-four thousand ninety-four Danish Krone (DKK 66,874,094.-), with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 178.292 (the "Shareholder"),

hereby represented by Maître Marc Frantz, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 10 July 2013.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

I. The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Farlax MidCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of one hundred twelve thousand Danish Krone (DKK 112,000.-), with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary dated 20 June 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 178.313 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

II. The Shareholder recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda, which is known to the Shareholder:

Agenda

1 To create ten (10) classes of shares, to be denominated class A preference shares, class A ordinary shares, class B ordinary shares, class C ordinary shares, class D ordinary shares, class E ordinary shares, class F ordinary shares, class G ordinary shares, class H ordinary shares, and class I ordinary shares having such rights and privileges attached thereto as set out in the articles of incorporation of the Company following their restatement as per item 6 of the present agenda.

2 To convert the existing one hundred twelve thousand (112,000) shares with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) per share, into sixty-seven thousand two hundred (67,200) class A ordinary shares, five thousand six hundred

(5,600) class B ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class C ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class D ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class E ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class F ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class G ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class H ordinary shares and five thousand six hundred (5,600) class I ordinary shares.

3 To increase the corporate capital of the Company by an amount of sixty-five million six hundred forty-three thousand ninety-seven Danish Krone (DKK 65,643,097.-) so as to raise it from its current amount of one hundred twelve thousand Danish Krone (DKK 112,000.-) to sixty-five million seven hundred fifty-five thousand ninety-seven Danish Krone (DKK 65,755,097.-).

4 To issue sixty-five million twenty-four thousand six hundred forty-four (65,024,644) new class A preference shares, three hundred seventy-one thousand sixty-nine (371,069) new class A ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class B ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class C ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class D ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class E ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class F ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class G ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class H ordinary shares and thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class I ordinary shares, having a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each.

5 To accept subscription for these new shares by the Company's sole shareholder and to accept payment in full for such new shares together with a share premium in an aggregate amount of five hundred ninety-one million six hundred eighty-one thousand two hundred ninety-four Danish Krone (DKK 591,681,294.-) by a contribution in cash.

6 To fully restate the articles of incorporation of the Company without however amending the corporate object.

7 Miscellaneous.

III. The Shareholder passed the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to create ten (10) classes of shares, to be denominated class A preference shares, class A ordinary shares, class B ordinary shares, class C ordinary shares, class D ordinary shares, class E ordinary shares, class F ordinary shares, class G ordinary shares, class H ordinary shares, and class I ordinary shares having such rights and privileges attached thereto as set out in the articles of incorporation of the Company following their restatement resolved upon in the sixth resolution.

Second resolution

The Shareholder resolved to convert the existing one hundred twelve thousand (112,000) shares with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) per share, into sixty-seven thousand two hundred (67,200) class A ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class B ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class C ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class D ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class E ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class F ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class G ordinary shares, five thousand six hundred (5,600) class H ordinary shares and five thousand six hundred (5,600) class I ordinary shares.

Third resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of sixty-five million six hundred forty-three thousand ninety-seven Danish Krone (DKK 65,643,097.-) so as to raise it from its current amount of one hundred twelve thousand Danish Krone (DKK 112,000.-) to sixty-five million seven hundred fifty-five thousand ninety-seven Danish Krone (DKK 65,755,097.-).

Fourth resolution

The Shareholder resolved to issue sixty-five million twenty-four thousand six hundred forty-four (65,024,644) new class A preference shares, three hundred seventy-one thousand sixty-nine (371,069) new class A ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class B ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class C ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class D ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class E ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class F ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class G ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class H ordinary shares, and thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class I ordinary shares, having a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each.

Subscription - Payment

Thereupon the Shareholder, represented as stated above, declared to subscribe for (i) the sixty-five million twenty-four thousand six hundred forty-four (65,024,644) new class A preference shares, each preference share having a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) and to make payment in full of the nominal value of such preference shares together with a share premium in an aggregate amount of five hundred eighty-five million one hundred eight thousand four hundred eighty-nine Danish Krone (DKK 585,108,489.-) and (ii) three hundred seventy-one thousand sixty-nine (371,069) new class A ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class B ordinary shares, thirty thousand

nine hundred twenty-three (30,923) new class C ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class D ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class E ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class F ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class G ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class H ordinary shares, and thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class I ordinary shares, each share of each class of ordinary shares having a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) and to make payment in full of the nominal value of such ordinary shares together with a share premium in an aggregate amount of six million five hundred seventy-two thousand eight hundred five Danish Krone (DKK 6,572,805.-).

The aggregate amount of six hundred fifty-seven million three hundred twenty-four thousand three hundred ninety-one Danish Krone (DKK 657,324,391.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Fifth resolution

The Shareholder, represented as stated above, resolved to accept said subscription and payment and to allot the sixty-five million twenty-four thousand six hundred forty-four (65,024,644) new class A preference shares, three hundred seventy-one thousand sixty-nine (371,069) new class A ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class B ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class C ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class D ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class E ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class F ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class G ordinary shares, thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class H ordinary shares, and thirty thousand nine hundred twenty-three (30,923) new class I ordinary shares according to the above mentioned subscription.

Sixth resolution

The Shareholder resolved to fully restate the articles of incorporation of the Company in order to inter alia reflect the above resolutions but without amending the corporate object.

As a consequence the articles of incorporation of the Company shall from now on read as follows:

"Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single Shareholder, owner of all the Shares, or several Shareholders, but not exceeding forty (40) Shareholders.

The Company will exist under the name of "Farlax MidCo S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form. It may privately issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the Shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at sixty-five million seven hundred fifty-five thousand ninety-seven Danish Krone (DKK 65,755,097.-) which is divided into:

- sixty-five million twenty-four thousand six hundred forty-four (65,024,644) preference Shares (the "Class A Preference Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- four hundred thirty-eight thousand two hundred sixty-nine (438,269) class A ordinary Shares (the "Class A Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- thirty-six thousand five hundred twenty-three (36,523) class B ordinary Shares (the "Class B Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- thirty-six thousand five hundred twenty-three (36,523) class C ordinary Shares (the "Class C Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- thirty-six thousand five hundred twenty-three (36,523) class D ordinary Shares (the "Class D Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- thirty-six thousand five hundred twenty-three (36,523) class E ordinary Shares (the "Class E Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- thirty-six thousand five hundred twenty-three (36,523) class F ordinary Shares (the "Class F Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- thirty-six thousand five hundred twenty-three (36,523) class G ordinary Shares (the "Class G Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- thirty-six thousand five hundred twenty-three (36,523) class H ordinary Shares (the "Class H Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up; and
- thirty-six thousand five hundred twenty-three (36,523) class I ordinary Shares (the "Class I Ordinary Shares") with a nominal value of one Danish Krone (DKK 1.-) each, all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the Legal Reserve (as defined below), provided that any such repurchase or distribution out of the share premium may only benefit such Preference Shares or Ordinary Shares on which the relevant premium has originally been paid.

Each time a capital contribution (in cash or in kind), including any share premium attached to it, is made in consideration of the issue of Preference Shares and/or Ordinary Shares (individually referred to as the "Contribution" and collectively referred to as the "Contributions"), the Board of Managers shall keep track, in the books of the Company, of the Contribution(s) and will draw up a set of analytical accounts for the Preference Shares and the Ordinary Shares.

Art. 6. Shares.

6.1 Ownership of Shares

Each Share entitles to one vote.

Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the Shareholder(s).

The Company may acquire its own Shares with a view to their immediate cancellation.

6.2 Transfer of Shares

When the Company is composed of a single Shareholder, the single Shareholder may freely transfer its Shares.

When the Company is composed of several Shareholders, the Shares may be transferred freely amongst Shareholders but the Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Additional terms and conditions to those expressly stated in the Articles of Incorporation may be agreed in writing by the Shareholders in a Shareholders' Agreement, such as, without limitation, any permitted transfer, tag along and drag along transfer provisions. Transfers of Shares must be made in compliance with any such additional terms and conditions and the Articles of Incorporation. The Company is entitled to refuse to register any transfer of Shares unless transferred in accordance with the Articles of Incorporation and in accordance with the terms and conditions of the relevant Shareholders' Agreement.

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the Shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one entire class of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class. In the case of a repurchase and cancellation of a whole class of Shares, such repurchase and cancellation of Shares shall be made in the following order of priority:

- (a) the Class A Preference Shares; then
- (b) the last class of shares in the reverse alphabetical order (starting from the Class I Ordinary Shares until the Class A Ordinary Shares).

The redemption price for the Class A Preference Shares shall be equal to the nominal value and share premium fully paid in on such Shares together with any accrued but unpaid dividends through the date of redemption.

The redemption price for all classes of Shares other than the Class A Preference Shares shall be set by reference to the higher of (a) the nominal value of each redeemed Share and (b) the following formula: dividing (i) the total amount of any distributable sums less the portion of the Profit Entitlement to be allocated to the other classes of Shares in accordance with Article 28 by (ii) the number of Shares constituting the class to be redeemed.

Redemption of Shares may only be decided to the extent that sufficient distributable funds are available to settle the redemption price in full.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The death, suspension of civil rights, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the Shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be Shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the Shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholder(s).

The Shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The Shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of Shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the Shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other, provided always that such conference call, videoconference or other similar means of communication is initiated from Luxembourg. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the Shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any

action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor (réviseur d'entreprises agréé), the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be Shareholders themselves.

The statutory or approved auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), if any, will be appointed by the Shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholder(s), save in such cases where the approved auditor (réviseur d'entreprises agréé) may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The Shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single Shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of Shareholders.

Any properly constituted general meeting of Shareholders of the Company represents the entire body of Shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of Shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, will be held on the last Friday of May at 3.00 p.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several Shareholders, but no more than twenty-five (25) Shareholders, resolutions of the Shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the Shareholders for adoption, the Shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of Shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of Shareholders, including the annual general meeting of Shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single Shareholder, the Shareholders may also meet in a general meeting of Shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by Shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the Shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of Shareholders. The agenda for a general meeting of Shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a Shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of Shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of Shareholders.

The Chairman of the general meeting of Shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of Shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of Shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of Shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by Shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the Shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of Shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of Shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of Shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of Shareholders shall be signed by the Shareholders present and may be signed by any Shareholders or proxies of Shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single Shareholder shall be documented in writing and signed by the single Shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the Shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of Shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, financial statements, distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the Shareholder(s) for approval.

Each Shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) Shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of Shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s).

In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- each Class A Preference Share (if any) shall entitle to the Initial Cumulative Dividend during the Initial Period and to the Cumulative Dividend after the Initial Period (the "Preference Share Return"), then
- each Class A Ordinary Share shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) per annum of the nominal value of such Share, then
- each Class B Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty per cent (0.30%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- each Class C Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty-five per cent (0.35%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- each Class D Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty per cent (0.40%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- each Class E Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty-five per cent (0.45%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- each Class F Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty per cent (0.50%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- each Class G Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty-five per cent (0.55%) per annum of the nominal value of such Share, then,
- each Class H Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty per cent (0.60%) per annum of the nominal value of such Share, then,

- each Class I Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty-five per cent (0.65%) per annum of the nominal value of such Share, then (together the "Profit Entitlement"); and any remaining dividend amount after allocation of the Profit Entitlement shall be allocated in whole to the ordinary Shares of last outstanding class of ordinary Shares in reverse alphabetical order (starting from the Class I Ordinary Shares until the Class A Ordinary Shares)

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the Shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholder(s) adopted by half of the Shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

(i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;

(ii) second, to the Shareholders for the repayment of the nominal value of their Shares in the Company;

(iii) third, to the holders of the Class A Preference Shares for payment of the Preference Share Return, it being understood that any dividend amount paid on the Class A Preference Shares since the incorporation of the Company shall be deducted from such payment; and

(iv) fourth, to the holders of all classes of shares other than the Class A Preference Shares in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Chapter VIII. Definitions

Art. 31. Definitions. "Cumulative Dividend" means a cumulative dividend in an amount of ten per cent (10%) per annum of the initial subscription of such Class A Preference Share (including nominal value and share premium (if any)), which dividend entitlement shall be compounded on the anniversary date of issuance of the relevant Class A Preference Share provided (i) it has accrued for one whole year, (ii) it has not previously been distributed and (iii) the Company has made sufficient profits since its incorporation to pay out a dividend on all Class A Preference Shares;

"Initial Cumulative Dividend" means a cumulative dividend in an amount of twenty per cent (20%) per annum of the initial subscription of such Class A Preference Share (including nominal value and share premium (if any)), which dividend entitlement shall be compounded on the anniversary date of issuance of the relevant Class A Preference Share provided (i) it has accrued for one whole year, (ii) it has not previously been distributed and (iii) the Company has made sufficient profits since its incorporation to pay out a dividend on all Class A Preference Shares;

"Initial Period" means the 12-month anniversary of issuance of the relevant Class A Preference Share, but excluding the date of the 12-month anniversary thereof;

"Ordinary Shares" means the Class A Ordinary Shares, Class B Ordinary Shares, Class C Ordinary Shares, Class D Ordinary Shares, Class E Ordinary Shares, Class F Ordinary Shares, Class G Ordinary Shares, Class H Ordinary Shares, and Class I Ordinary Shares;

"Preference Shares" means the Class A Preference Shares;

"Shareholders" means the holders of the Shares;

"Shareholders' Agreement" means any shareholders' agreement as regards the transfer of Shares (or interests in such Shares) as may be entered into between the Shareholders and/or the Company from time to time; and

"Shares" means the shares issued from time to time by the Company."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at six thousand five hundred euro (EUR 6,500.-).

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix juillet,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Farlax TopCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de soixante-six millions huit cent soixante-quatorze mille quatre-vingt-quatorze couronnes danoises (DKK 66.874.094,-), ayant son siège social au 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.292 (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par Maître Marc Frantz, avocat, demeurant à Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 10 juillet 2013.

La précitée procuration restera annexée aux présentes.

I. L'Associé a requis le notaire soussigné d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de Farlax MidCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de cent douze mille couronnes danoises (DKK 112.000,-), ayant son siège social au 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, constituée par un acte du notaire soussigné, le 20 juin 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.313 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont encore jamais été modifiés.

II. L'Associé reconnaît être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant, lequel est connu de l'Associé:

Ordre du jour

1. Création de dix (10) catégories de parts sociales, dénommées parts sociales préférentielles de catégorie A, parts sociales ordinaires de catégorie A, parts sociales ordinaires de catégorie B, parts sociales ordinaires de catégorie C, parts sociales ordinaires de catégorie D, parts sociales ordinaires de catégorie E, parts sociales ordinaires de catégorie F, parts sociales ordinaires de catégorie G, parts sociales ordinaires de catégorie H et parts sociales ordinaires de catégorie I, ayant les droits et privilèges qui y sont attachés conformément aux statuts de la Société suite à leur modification telle que prévue sous le point 6 du présent ordre du jour.

2. Conversion des cent douze mille (112.000) parts sociales existantes d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) par part sociale, en soixante-sept mille deux cents (67.200) parts sociales ordinaires de catégorie A, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie B, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie C, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie D, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie E, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie F, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie G, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie H et cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie I.

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de soixante-cinq millions six cent quarante-trois mille quatre-vingt-dix-sept couronnes danoises (DKK 65.643.097,-) afin de le porter de son montant actuel de cent douze mille couronnes danoises (DKK 112.000,-) à soixante-cinq millions sept cent cinquante-cinq mille quatre-vingt-dix-sept couronnes danoises (DKK 65.755.097,-).

4. Emission de soixante-cinq millions vingt-quatre mille six cent quarante-quatre (65.024.644) nouvelles parts sociales préférentielles de catégorie A, trois cent soixante-onze mille soixante-neuf (371.069) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie D, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H et trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I, ayant chacune une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-).

5. Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales par l'associé unique de la Société et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cinq cent quatre-vingt-onze millions six cent quatre-vingt-un mille deux cent quatre-vingt-quatorze couronnes danoises (DKK 591.681.294,-) par un apport en numéraire.

6. Refonte intégrale des statuts de la Société sans modification de l'objet social.

7. Divers.

III. L'Associé a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de créer dix (10) catégories de parts sociales, dénommées parts sociales préférentielles de catégorie A, parts sociales ordinaires de catégorie A, parts sociales ordinaires de catégorie B, parts sociales ordinaires de catégorie C, parts sociales ordinaires de catégorie D, parts sociales ordinaires de catégorie E, parts sociales ordinaires de catégorie F, parts sociales ordinaires de catégorie G, parts sociales ordinaires de catégorie H et parts sociales ordinaires de catégorie I, ayant les droits et privilèges qui y sont attachés conformément aux statuts de la Société suite à leur refonte décidée à la sixième résolution.

Seconde résolution

L'Associé a décidé de convertir les cent douze mille (112.000) parts sociales existantes d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) par part sociale, en soixante-sept mille deux cents (67.200) parts sociales ordinaires de catégorie A, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie B, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie C, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie D, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie E, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie F, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie G, cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie H et cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie I.

Troisième résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de soixante-cinq millions six cent quarante-trois mille quatre-vingt-dix-sept couronnes danoises (DKK 65.643.097,-) afin de le porter de son montant actuel de cent douze mille couronnes danoises (DKK 112.000,-) à soixante-cinq millions sept cent cinquante-cinq mille quatre-vingt-dix-sept couronnes danoises (DKK 65.755.097,-).

Quatrième résolution

L'Associé a décidé d'émettre soixante-cinq millions vingt-quatre mille six cent quarante-quatre (65.024.644) nouvelles parts sociales préférentielles de catégorie A, trois cent soixante-onze mille soixante-neuf (371.069) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie D, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H et trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I, ayant chacune une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-).

Souscription - Libération

L'Associé, représenté comme mentionné ci-dessus, a déclaré souscrire (i) les soixante-cinq millions vingt-quatre mille six cent quarante-quatre (65.024.644) nouvelles parts sociales préférentielles de catégorie A, chacune des parts sociales préférentielles ayant une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-), et libérer intégralement ces nouvelles parts sociales préférentielles ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cinq cent quatre-vingt-cinq millions cent huit mille quatre cent quatre-vingt-neuf couronnes danoises (DKK 585.108.489,-) par un apport en espèces et (ii) trois cent soixante-onze mille soixante-neuf (371.069) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie D, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H et trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I, chaque part sociale de chaque catégorie de parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-), et libérer intégralement ces nouvelles parts sociales ordinaires ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de six millions cinq cent soixante-douze mille huit cent cinq couronnes danoises (DKK 6.572.805,-) par un apport en espèces.

Le montant total de six cent cinquante-sept millions trois cent vingt-quatre mille trois cent quatre-vingt-onze couronnes danoises (DKK 657.324.391,-) est dès lors à la disposition de la Société, la preuve ayant été apportée au notaire soussigné.

Cinquième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'allouer les soixante-cinq millions vingt-quatre mille six cent quarante-quatre (65.024.644) nouvelles parts sociales préférentielles de catégorie A, trois cent soixante-onze mille soixante-neuf (371.069) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de ca-

tégorie D, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H et trente mille neuf cent vingt-trois (30.923) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I, conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Sixième résolution

L'Associé a décidé de procéder à une refonte intégrale des statuts de la Société afin de refléter inter alia les résolutions ci-dessus mais sans modifier la clause relative à l'objet social.

En conséquence les statuts de la Société auront dorénavant la teneur suivante:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un Associé unique, propriétaire de la totalité des Parts Sociales ou plusieurs Associé, dans la limite de quarante (40) Associé.

La Société adopte la dénomination «Farlax MidCo S.à r.l.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des Associé, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, parts sociales

Art. 5. Capital Emis. Le capital émis de la Société est fixé à soixante-cinq millions sept cent cinquante-cinq mille quatre-vingt-dix-sept couronnes danoises (DKK 65.755.097,-) qui est divisé en:

- soixante-cinq millions vingt-quatre mille six cent quarante-quatre (65.024.644) Parts Sociales préférentielles de catégorie A (les «Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- quatre cent trente-huit mille soixante-neuf (438,269) Parts Sociales ordinaires de catégorie A (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- trente-six mille cinq cent vingt-trois (36.523) Parts Sociales ordinaires de catégorie B (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie B») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- trente-six mille cinq cent vingt-trois (36.523) Parts Sociales ordinaires de catégorie C (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie C») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- trente-six mille cinq cent vingt-trois (36.523) Parts Sociales ordinaires de catégorie D (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie D») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- trente-six mille cinq cent vingt-trois (36.523) Parts Sociales ordinaires de catégorie E (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie E») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- trente-six mille cinq cent vingt-trois (36.523) Parts Sociales ordinaires de catégorie F (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie F») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- trente-six mille cinq cent vingt-trois (36.523) Parts Sociales ordinaires de catégorie G (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie G») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- trente-six mille cinq cent vingt-trois (36.523) Parts Sociales ordinaires de catégorie H (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie H») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
et

- trente-six mille cinq cent vingt-trois (36.523) Parts Sociales ordinaires de catégorie I (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie I») d'une valeur nominale d'une couronne danoise (DKK 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux Parts Sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les Parts Sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des Parts Sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale (telle que définie ci-dessous), sous réserve qu'un tel rachat ou qu'une telle distribution prélevés sur la prime d'émission bénéficie seulement aux Parts Sociales Préférentielles ou Parts Sociales Ordinaires pour lesquelles la prime d'émission en question a été payée à l'origine.

Chaque fois qu'un apport en capital (en numéraire ou en nature), y compris toute prime d'émission qui s'y rapporte, est fait en contrepartie de l'émission de Parts Sociales Préférentielles et/ou de Parts Sociales Ordinaires (individuellement désigné l'«Apport» et collectivement désignés les «Apports»), le Conseil de Gérance conservera la trace, dans les livres de la Société, des Apports, et établira des comptes analytiques pour les Parts Sociales Préférentielles et les Parts Sociales Ordinaires.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1 Propriété des Parts Sociales

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

La propriété d'une Part Sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les Associés.

La Société peut acquérir ses propres Parts Sociales en vue de leur annulation immédiate.

6.2 Transfert des Parts Sociales

Lorsque la Société ne compte qu'un seul Associé, l'Associé unique peut librement céder ses Parts Sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs Associés, les Parts Sociales sont librement cessibles entre eux et les Parts Sociales ne peuvent être cédées à des non- Associés qu'avec l'autorisation des Associés représentant au moins trois quart (3/4) du capital social.

Les Associés peuvent convenir par écrit, dans un Pacte d'Associés, de modalités et conditions complémentaires à celles explicitement prévues par les Statuts, telle que, sans limitation, toute cession permise, toutes dispositions de sortie conjointe et de sortie forcée. Les cessions de Parts Sociales doivent être effectuées conformément à toutes ces modalités et conditions complémentaires et des Statuts. La Société a le droit de refuser d'enregistrer toute cession de Parts Sociales à moins qu'elles soient cédées conformément aux Statuts et aux modalités et conditions dudit Pacte d'Associés.

La cession de Parts Sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital.

Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des Associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le capital de la Société peut être réduit au moyen d'une annulation des Parts Sociales comprenant l'annulation de l'intégralité d'une Catégorie de Parts Sociales au moyen du rachat et de l'annulation de toutes les Parts Sociales de cette catégorie en circulation. En cas de rachat et d'annulation de l'intégralité d'une catégorie de Parts Sociales, ce rachat et cette annulation de Parts Sociales seront effectués dans l'ordre de priorité suivant:

- (a) les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A; puis
- (b) la dernière catégorie de parts sociales dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie I jusqu'aux Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A).

Le prix de rachat pour ces Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A est égal à la valeur nominale et de la prime d'émission entièrement libérées sur ces Parts Sociales, plus les dividendes accumulés mais impayés jusqu'à la date de rachat.

Le prix de rachat pour toutes les catégories de Parts Sociales autres que les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A, doit être fixé par référence au montant le plus élevé entre (a) la valeur nominale de chaque Part Sociale rachetée, et (b) le montant calculé selon la formule suivante: division (i) du montant total de toutes les sommes distribuables moins la partie du Droit au Bénéfice attribuable aux autres catégories de Parts Sociales conformément à l'Article 28 par (ii) le nombre de Parts Sociales constituant la catégorie devant être rachetée.

Le rachat de Parts Sociales ne peut être décidé que dans la mesure où il y a suffisamment de sommes distribuables disponibles eu égard au montant excédentaire du prix de rachat.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. Le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les Associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être Associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les Associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des Associés.

Les Associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les Associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux Associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les Associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres, à condition que ces conférence téléphonique, visioconférence ou autre moyen de communication similaire soient toujours initiées de Luxembourg. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des Associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, Associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnisera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou

mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes Associé.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les Associé qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des Associé sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des Associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les Associé exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul Associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des Associé.

Toute assemblée générale des Associé régulièrement constituée représente l'ensemble des Associé.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des Associé, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) Associé, aura lieu le dernier vendredi du mois de mai à 15:00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs Associé, dans la limite de vingt-cinq (25) Associé, les résolutions des Associé peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs Associé. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux Associé pour approbation, les Associé sont tenus, dans un dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des Associé, y compris l'assemblée générale annuelle des Associé, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un Associé unique, les Associé peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des Associé représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux Associé indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des Associé. L'ordre du jour d'une assemblée générale d' Associé doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les Associé sont présents ou représentés à une assemblée générale des Associé et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les Associé sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des Associé.

Un Associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même Associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des Associé est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des Associé.

Le Président de l'assemblée générale des Associé désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des Associé élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des Associé.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des Associé autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les Associé représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par

écrit), les Associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de Parts Sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des Associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les Associés présents et peuvent être signés par tous les Associés ou mandataires d'Associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les Associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier jour de janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux Associés pour approbation.

Tout Associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des Associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux Associés.

Lors de chaque distribution de dividendes, le montant alloué à cet effet sera distribué de la manière suivante:

- chaque Part Sociale Préférentielle de Catégorie A (s'il y en a) aura le droit de percevoir un Dividende Cumulatif Initiale pendant la Période Initiale et à un Dividende Cumulatif après la Période Initiale (le «Retour sur la Part Sociale Préférentielle»); puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie A aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie B (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule trente pour cent (0,30%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie C (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie D (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule quarante pour cent (0,40%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie E (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie F (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie G (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0,55%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie H (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule soixante pour cent (0,60%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; et

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie I (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule soixante-cinq pour cent (0,65%) par an de la valeur nominale de cette part sociale;

après allocation du Droit au Bénéfice, le solde du montant du dividende sera distribué intégralement à toutes les parts sociales constituant la dernière catégorie de parts sociales alors en circulation dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie I jusqu'aux Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A).

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux Associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.»

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des Associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En cas de liquidation, tous les actifs et liquidités de la Société seront versés dans l'ordre de priorité suivant:

(i) en premier lieu, aux créanciers (soit au moyen de paiements soit au moyen de provisions raisonnablement déterminées en vue de tels paiements) pour toutes les dettes et passifs de la Société;

(ii) en deuxième lieu, aux Associés pour le remboursement de la valeur nominale de leurs Parts Sociales dans la Société;

(iii) en troisième lieu, aux détenteurs des Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A pour le paiement du Retour sur la Part Sociale Préférentielle, étant entendu que tout dividende payé sur les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A depuis la constitution de la Société sera déduit de ce paiement; et

(iv) en quatrième lieu, aux détenteurs de toutes les catégories de parts sociales autre que les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A, suivant les règles de priorité et les proportions nécessaires afin d'aboutir sur une base globale au même résultat économique que les règles de distribution prévues pour les distributions de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Chapitre VIII. Définitions

Art. 31. Définitions. «Associés» signifie les détenteurs de Parts Sociales;

«Dividende Cumulatif» signifie un dividende cumulatif d'un montant de dix pour cent (10%) par an sur le montant de la souscription initiale de cette Part Sociale Préférentielle de Catégorie A (y compris la valeur nominale et la prime d'émission (le cas échéant)), lequel droit à dividende sera capitalisé à la date d'anniversaire de l'émission de ladite Part Sociale Préférentielle de Catégorie A à condition (i) qu'il soit du pour une année entière, (ii) qu'il n'a pas été distribué antérieurement et (iii) que la Société ait réalisé suffisamment de profits depuis sa constitution afin de payer un dividende sur toutes les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A;

«Dividende Cumulatif Initial» signifie un dividende cumulative dans un montant de vingt pour cent (20%) par an sur le montant de la souscription initiale de cette Part Sociale Préférentielle de Catégorie A (y compris la valeur nominale et la prime d'émission (le cas échéant)), lequel droit au dividende sera capitalisé à la date d'anniversaire de l'émission de la Part Sociale de Préférentielles de Catégorie A concernée à condition (i) qu'il soit du pour une année entière, (ii) qu'il n'a pas été distribué antérieurement et (iii) que la Société ait réalisé suffisamment de profits depuis sa constitution afin de payer un dividende sur toutes les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A;

«Pacte d'Associés» signifie tout pacte d'associés relatif au transfert de Parts Sociales (ou intérêts de telles Parts Sociales) conclu entre les Associés et/ou la Société de temps à autre;

«Parts Sociales» signifie les parts sociales émises de temps à autre par la Société;

«Parts Sociales Ordinaires» signifie les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A, Parts Sociales Ordinaires de Catégorie B, Parts Sociales Ordinaires de Catégorie C, Parts Sociales Ordinaires de Catégorie D, Parts Sociales Ordinaires de Catégorie E, Parts Sociales Ordinaires de Catégorie F, Parts Sociales Ordinaires de Catégorie G, Parts Sociales Ordinaires de Catégorie H, Parts Sociales Ordinaires de Catégorie I;

«Parts Sociales Préférentielles» signifie les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A; et

«Période Initiale» signifie l'anniversaire de douze mois de l'émission de la Part Sociale de Préférentielles de Catégorie A concernée, mais excluant la date de l'anniversaire de douze mois.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de cette augmentation de capital sont estimés à six mille cinq cents euro (EUR 6.500,-).

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: M. Frantz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 12 juillet 2013. REM/2013/1251. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 26 juillet 2013.

Référence de publication: 2013106853/982.

(130129881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Fairacre Properties (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 110.854.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of July

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

Fairacre Properties (Lux) S.à r.l., with registered office at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg"), section B, under the number 110.855 duly represented by Mr Jean-Paul Schmit, employee, professionally residing in L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after signature ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, declares and requests the notary to act:

1.- That the limited liability company "Fairacre Properties (Lux) 1 S.à r.l.", with registered office in L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg"), section B, under the number 110.854, (hereinafter referred to as the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on the 6th day of September 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 92 of the 13th day of January 2006.

2.- That the corporate capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares in registered form with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

3.- That the appearing party, represented as said before, is the sole shareholder of the Company.

4.- That the appearing party, represented as said before, acting as sole shareholder of the Company declares the dissolution of the Company with immediate effect.

5.- That the appearing party, represented as said before, appoints itself as liquidator of the Company; and in its capacity as liquidator of the Company has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed.

6.- That the appearing party, represented as said before and in its capacity as liquidator of the Company declares that it irrevocably undertakes to settle any presently known and unknown unpaid liabilities of the dissolved company.

7.- That the appearing party, represented as said before, declares that it takes over all the assets of the Company, and that it will assume any existing debt of the Company pursuant to article 18 of the Company's articles of association.

8.- That the appearing party, represented as said before, declares that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled.

9.- That discharge is given to the managers of the Company.

10.- That the books and documents of the Company will be kept for a period of five years at least in Luxembourg at the former registered office of the Company at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, Grand Duchy of Luxembourg.

Costs

The amount of costs, expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the company and charged to it by reason of the present deed is approximately valued at eight hundred Euro (EUR 800.-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, the appearing person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quinzième jour du mois de juillet

Pardevant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

A COMPARU:

Fairacre Properties (Lux) 1 S.à r.l., avec siège social à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 110.855, dûment représentée par M. Jean-Paul Schmit, salarié, demeurant professionnellement au 10, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé qui lui a été délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeure annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1.- que la société à responsabilité limitée " Fairacre Properties (Lux) 1 S. à r.l.", avec siège social à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 110.854, (ci-après dénommée la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, le 6 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 92 du 13 janvier 2006.

2.- Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

3.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, est seule propriétaire de toutes les parts sociales de la Société.

4.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, agissant comme associée unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

5.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la société dissoute.

7.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare qu'elle reprend tout l'actif de la Société et qu'elle s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué à l'article 18 des statuts de la Société.

8.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres titres seront annulés.

9.- Que décharge est donnée aux gérants de la Société.

10.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, Grand Duché de Luxembourg

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de cet acte, est dès lors évalué à environ huit cent euros (EUR 800,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Schmit, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 juillet 2013. Relation: LAC/2013/33096.

Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Référence de publication: 2013106851/100.

(130131094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

GPB International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1453 Luxembourg, 20, route d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 178.974.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of July.

Before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Gazprombank (Open Joint-stock Company), its abbreviated name is GPB (OJSC), a legal entity founded and acting under legislation of the Russian Federation having its registered address in 16, Building 1, Nametkina Str., 117420 Moscow, Russia, registration certificate Nr. 354 issued on November 13, 2001 by the Central Bank of the Russian Federation, (main state registration number: 1027700167110, INN 7744001497),

duly represented by Paul Mousel, licencié en droit, professionally residing in Luxembourg.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party represented as before mentioned, has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg private joint stock company (société anonyme) which it wishes to incorporate with the following articles of incorporation and intends to transform into a credit institution upon receiving the licence from the Luxembourg Minister of Finance:

Art. 1. Name. There exists a open joint stock company in the form of a société anonyme under the name of GPB International S.A. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law of 1915"), as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. Purpose.

(1) The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

(2) The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect interest or which form part of the same group of companies as the Company.

(3) The Company may further grant loans or credits to any allied or group companies and support them in some way or other as well as carry on financial operations among the group companies to the extent permitted under the exception according to Article 1-1 paragraph 2 of the Luxembourg Law of 5 April 1993 on the Financial Sector, as amended.

(4) The Company may further carry out any activities which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose. Related to this the Company may purchase real estate or participations in Luxembourg or in a foreign country.

Art. 3. Duration.

(1) The Company is incorporated for an unlimited period.

(2) It may be dissolved at any time with and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 4. Registered office.

(1) The registered office of the Company is established in city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(2) Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors.

(3) In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or the communication between such registered office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 5. Share capital.

(1) The Company's share capital is set at twenty million euro (EUR 20,000,000) divided into twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) each.

(2) The Company's share capital may at any time be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

(3) The shareholders shall have pre-emptive rights to subscribe to any increase of share capital of the Company on a pro rata basis.

(4) The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

(1) All shares of the Company shall be issued in registered form only.

(2) The issued shares shall be entered in the register of shares which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of shares, his address and the number of shares held by him.

(3) The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences his right of ownership of such shares. A certificate shall be delivered upon request to the shareholder. Such certificate shall be signed by two members of the Board of Directors. The signatures shall be either manual, printed or in facsimile.

(4) Any transfer of shares shall be recorded in the register of shares by delivery to the Company of an instrument of transfer satisfactory to the Company, or by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act accordingly and, each time, together with the delivery of the relevant certificate, if issued. Such inscription shall be signed by two members of the Board of Directors or by one or several persons duly authorised therefore by the Board of Directors.

(5) Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements should be sent. Such address will also be entered into the register of shares.

(6) In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to that effect to be entered into the register of shares and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or at such other address as may be so entered into the register by the Company from time to time until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shares by means of a written notification to the Company at its registered office or at such other address as may be determined by the Company from time to time.

(7) The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 7. Board of Directors.

(1) The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members. Members of the Board of Directors do not need to be shareholders of the Company.

(2) The members of the Board of Directors shall be appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six (6) years, provided, however, that any member may be removed or replaced at any time with or without cause by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The members of the Board of Directors shall be eligible for reappointment.

(3) In the event of a vacancy in the office of a member of the Board of Directors because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced member by the remaining members until the next general meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors.

(1) The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one vice-chairman. The Board of Directors may also choose a secretary, who does not need to be a member of the Board of Directors and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

(2) The chairman or, in his absence, a vice-chairman, or a member of the Board of Directors appointed by the chairman (or, in his absence, by a vice-chairman) as his proxy shall preside over all meetings of the Board of Directors. In his absence and in the absence of the person appointed as his proxy, the members of the Board of Directors may appoint another member as chairman pro tempore by vote of a majority of the members of the Board of Directors present or represented at any such meeting.

(3) The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two its members, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman must convene the Board of Directors if it is requested by at least two members of the Board of Directors. Notice in writing, or telefax, or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all members of the Board of Directors at least eight (8) calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four (24) hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing, or by telefax, or e-mail of each member of the Board of Directors. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

(4) Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax, or e-mail another member of the Board of Directors as his proxy. A member of the Board of Directors may not represent more than one of his colleagues.

(5) The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of its members is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting, the members of the Board of Directors present or represented may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the Board of Directors, if any, failing whom by any member of the Board of Directors.

(6) Decisions shall be taken by a majority vote of the members of the Board of Directors present or represented. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman or the member of the Board of Directors appointed by the chairman as his proxy shall have a casting vote.

(7) Any member of the Board of Directors may participate in a meeting of the Board of Directors by videoconference or similar means of telecommunication allowing his identification. Such means shall comply with technical characteristics guaranteeing an effective participation to the Board of Directors whose deliberations are broadcasted continuously. Participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The holding of the meeting with such communication means at a distance is reputed to be held at the registered office of the Company.

(8) Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every member of the Board of Directors. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 9. Minutes of meetings of the Board of Directors.

(1) The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

(2) Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary or by two members of the Board of Directors.

Art. 10. Powers and Duties of the Board of Directors.

(1) The members of the Board of Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors or by written consent in accordance with article 8 hereof.

(2) The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 11. Delegation of powers.

(1) The Board of Directors may delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management as provided for by article 60 of the Law of 1915, to an executive or other committee or committees whether formed from among its own members or not, or to at least one (1) person, who does not need to be a member of the Board of Directors and may act, unless otherwise provided by law, individually or jointly. The delegation to a member of the Board of Directors imposes to the Board of Directors to report annually to the ordinary general meeting the remunerations, fees and any advantages granted to the delegated person. The Board of Directors shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

(2) The Board of Directors may establish one or several committees composed of members of the Board of Directors and/or external persons to whom it may delegate powers and functions from time to time.

(3) The Board of Directors may also confer special powers upon one or more attorneys or agents of its choice.

Art. 12. Corporate signature. Vis-a-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two members of the Board of Directors of the Company, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 13. Conflict of interest.

(1) Members of the Board of Directors shall abide by laws, regulations and the present articles of incorporation, to perform their duties loyally and diligently to safeguard the interests of the Company. Where there is a conflict between their personal interests and the interests of the Company, a member of the Board of Directors shall act in the best interest of the Company.

(2) When a member of the Board of Directors acts in its own name and where any third party may reasonably believe that such member is representing the Company or the Board of Directors, such member shall clarify its capacity and role in advance.

(3) An obligation of a member of the Board of Directors to the Company and the shareholders does not necessarily cease within a reasonable time period upon the resignation or expiry of his/her/its term of office. The obligation to keep confidential the Company's trade secrets and confidential information survives to the expiry of its term of office until such trade secrets or confidential information become publicly available.

(4) In case of a conflict of interest of a member of the Board of Directors, it being understood that the mere fact that the member serves as a member of the Board of Directors of a shareholder or of an affiliated company of a shareholder shall not constitute a conflict of interest, it must inform the Board of Directors of any conflict and may not take part in the vote but will be counted in the quorum. A member of the Board of Directors having a conflict on any item on the agenda must declare this conflict to the chairman before the meeting starts.

(5) Any member of the Board of Directors having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to inform the Board of Directors thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. Such member of the Board of Directors may not take part in the business of the meeting, but will be counted in the quorum. At the following general meeting, before any other resolution to be voted on, a special report shall be made on any transactions in which any of the members of the Board of Directors may have a personal interest conflicting with that of the Company.

Art. 14. General meeting of shareholders.

(1) The general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

(2) The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. Shareholders representing ten per cent (10%) of the subscribed share capital may, in compliance with the Law of 1915, request the Board of Directors to call a general meeting of shareholders.

(3) The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of the meeting, on the third Thursday of the month March of 4 p.m. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the following bank business day in Luxembourg.

(4) Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

(5) General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholder, or as otherwise instructed by such shareholder. If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

(6) Any shareholder may participate in a meeting of shareholders by videoconference or similar means of telecommunication allowing their identification. Such means shall comply with technical characteristics guaranteeing an effective participation to the general meeting whose deliberations are broadcasted continuously. Participating in the meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

(7) The Board of Directors may determine all other conditions which must be fulfilled by shareholders in order to attend a meeting of shareholders.

(8) The general meeting of shareholders shall designate its own chairman who shall preside over the meeting. The chairman shall designate a secretary who shall keep minutes of the meeting.

(9) The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

(10) Each share is entitled to one vote at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who does not need to be a shareholder.

(11) Unless otherwise provided by law, the resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

(12) If the Company has only one shareholder, the present articles of incorporation apply in such way as that the decision of the sole shareholder is sufficient. In such a case, where the term "Sole Shareholder" is not expressly mentioned in the present articles, "General Meeting of shareholders" shall be read as a reference to the "sole shareholder".

Art. 15. Supervision of the company. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors who will be appointed and dismissed according to the legal provisions in force. Their term of office may not exceed six (6) years.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 17. Distribution of profits.

(1) From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached ten per cent (10%) of the subscribed share capital.

(2) The annual net profits shall be at the free disposal of the general meeting of shareholders.

(3) Interim dividends may be paid out by a decision by the Board of Directors and in accordance with the provisions of law.

Art. 18. Dissolution of the company. In case of dissolution of the Company, its liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and compensation. The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s) to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 19. Amendments to the articles of incorporation. The present articles of incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the Law of 1915.

Art. 20. Applicable law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law, in particular the Law of 1915.

Art. 21. Language. The present articles of incorporation are worded in English followed by a German version. In case of divergence between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Transitory provisions

1) The first accounting year shall begin at the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2013.

2) The first annual general meeting of shareholders shall take place in the year 2014.

Subscription

The shares in the Company are subscribed as follows:

GPB (OJSC), prenamed, twenty thousand shares	20,000
TOTAL: Twenty thousand shares	20,000

The twenty thousand (20,000) shares are paid up in cash for an amount of twenty million euro (EUR 20,000,000), so that the amount of twenty million euro (EUR 20,000,000) is as of now fully available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary by a bank certificate.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately seven thousand euro (EUR 7,000).

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the Law of 1915 have been fully observed.

Resolutions of the sole shareholder

GPB (OJSC), prenamed, as sole shareholder representing the entire subscribed share capital, has, immediately after the incorporation of the Company, taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to set the number of the members of the Board of Directors at four (4) and to appoint the following persons for a term to expire at the annual general meeting called to approve the accounts of the accounting year ending 2013, to be held in 2014:

- Andrey Akimov, designated chairman of the board, born in Saint Petersburg (Russia) on September 22, 1953, residing professionally at 16, Building 1, Nametkina St., 117420, Moscow, Russia;
- Alexey Matveev, designated vicechairman of the board, born in Saint Petersburg (Russia) on December 21, 1963, residing professionally at 16, Building 1, Nametkina St., 117420, Moscow, Russia;
- Alexander Sobol, member of the Board of Directors, born in Moscow (Russia) on July 22, 1969, residing professionally at 16, Building 1, Nametkina St., 117420, Moscow, Russia; and
- Oleg Vaksman, member of the Board of Directors, born in Saint Petersburg (Russia) on June 1, 1977, residing professionally at 16, Building 1, Nametkina St., 117420, Moscow, Russia.

Second resolution

The sole shareholder resolves to fix the address of the registered office of the Company at 20, route d'Echternach, L-1453 Luxembourg.

Third Resolution

The sole shareholder resolves to appoint KPMG Luxembourg, a société à responsabilité limitée, having its registered office at 9, Allee Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 149.133, as statutory auditor of the Company for a term to expire at the annual general meeting called to approve the accounts of the accounting year ending 2013, to be held in 2014.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and German texts, the English version will prevail.

Whereof this notarial deed was drawn up, in the office of the undersigned notary, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing party, said appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am zehnten Juli.

Vor dem unterzeichnenden Notar Joëlle Baden mit Amtssitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg

IST ERSCHIENEN

Gazprombank (Open Joint-stock Company), eine Rechtsperson, deren Abkürzung GBP (OJSC) ist und die nach dem Recht der Russischen Föderation gegründet wurde und nach dem Recht der Russischen Föderation agiert, mit dem Sitz in 16, Gebäude 1, Nametkina Str., 117420 Moskau, Russland, und mit dem durch die Zentralbank der Russischen Föderation am 13. November 2001 ausgestellten Registrierungszertifikat Nummer 354 und der Eintragung in das Staatsregister für Juristische Personen unter (Nummer 1027700167110, INN 7744001497),

hier vertreten durch Paul Mousel, licencié en droit, geschäftansässig in Luxemburg.

Die Vollmacht wird nach ne varietur Unterzeichnung durch den Vertreter des Erschienenen und den unterzeichnenden Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei, wie oben vertreten, hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will, und vorhat, sie, nach der Erteilung einer Banklizenz durch den Finanzminister Luxemburgs, in ein Kreditinstitut umzuwandeln:

Art. 1. Name. Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Namen GPB International S.A. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das „Gesetz von 1915“), und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck.

(1) Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

(2) Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

(3) Die Gesellschaft kann zudem jedem Konzern- beziehungsweise Gruppenunternehmen Bürgschaften oder Kredite gewähren sowie es auf jede andere Weise unterstützen und innerhalb der Gruppe Finanzgeschäfte betreiben, soweit dies im Rahmen von Artikel 1-1 Abs. 2 des Luxemburger Gesetzes vom 5 April 1993 über den Finanzsektor, wie abgeändert, gestattet ist.

(4) Die Gesellschaft kann ferner sämtliche Tätigkeiten durchführen, die nützlich oder erforderlich sein können zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes oder direkt oder indirekt in Verbindung zum Gesellschaftszweck stehen. Im Zusammenhang hiermit kann sie auch Immobilien oder Beteiligungen in Luxemburg oder in einem fremden Land erwerben.

Art. 3. Dauer.

(1) Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

(2) Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

(1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

(2) Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder auch im Ausland errichtet werden.

(3) Sollte der Verwaltungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen oder Naturkatastrophen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Aktienkapital.

(1) Das gezeichnete Aktienkapital beträgt zwanzigmillionen Euro (EUR 20.000.000) eingeteilt in zwanzigtausend (20.000) Aktien, mit einem Nennwert von eintausend Euro (EUR 1 000) pro Aktie.

(2) Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

(3) Den Aktionären wird anteilmäßig bei einer Kapitalerhöhung der Gesellschaft ein Vorzugsrecht eingeräumt werden bezüglich der Zeichnung von neuen Aktien.

(4) Soweit gesetzlich vorgesehen und gemäß den gesetzlichen Bedingungen kann die Gesellschaft ihre eigene Aktien zurückkaufen.

Art. 6. Aktien. Alle Aktien der Gesellschaft sind ausschließlich Namensaktien.

(1) Alle Aktien der Gesellschaft werden in das Aktienverzeichnis eingetragen, welches bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird; dieses Aktienverzeichnis enthält den Namen jedes Aktionärs, seinen Wohnsitz und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien.

(2) Der Beweis des Eigentums an Aktien wird aufgrund der Eintragung eines Aktionärs im Aktienverzeichnis erbracht. Ein Zertifikat der Eintragung wird auf Ersuchen eines Aktionärs ausgestellt. Dieses Zertifikat wird von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Das Zertifikat kann entweder handschriftlich, maschinell oder mit Faksimile unterzeichnet werden.

(3) Jede Übertragung von Aktien wird in das Aktienverzeichnis eingetragen, durch Zustellung der Übertragung an die Gesellschaft, oder durch die Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder von deren Vertretern datierten und unterschriebenen schriftlichen Übertragungs-Erklärung ins Aktienverzeichnis, und jedes Mal zusammen mit der Zustellung des entsprechenden Zertifikats, falls ausgegeben. Die Eintragung wird von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von einer oder mehreren, durch den Verwaltungsrat dazu bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

(4) Jeder Aktionär teilt der Gesellschaft seine Adresse mit, an welche ihm alle Mitteilungen und Einladungen geschickt werden können. Diese Adresse wird auch in das Aktienverzeichnis eingetragen.

(5) Sofern ein Aktionär seine Adresse nicht mitteilt, kann die Gesellschaft diesen Umstand in das Aktienregister eintragen lassen, hierdurch wird der Aktionär so angesehen, als ob er seine Adresse am Gesellschaftssitz hätte oder an einer anderen im Aktienregister bestimmten Adresse. Diese Adresse gilt solange als Adresse des Aktionärs, bis dieser der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Aktionär kann jederzeit seine im Aktienregister eingetragene Adresse durch schriftliche Mitteilung an den Gesellschaftssitz oder an eine andere durch die Gesellschaft festgelegte Adresse ändern.

(6) Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Wenn eine oder mehrere Aktie(n) mehreren Personen gehört (en) oder wenn das Eigentum an (einer) Aktie(n) geteilt oder strittig ist, müssen die Personen, die eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behaupten, einen einzelnen Bevollmächtigten benennen, der diese Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft repräsentiert. Das Ausbleiben der Ernennung eines Bevollmächtigten führt zur Aussetzung sämtlicher Rechte, die mit der (den) Aktie(n) verbunden ist (sind).

Art. 7. Verwaltungsrat.

(1) Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, welcher aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen nicht unbedingt die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein.

(2) Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von der Hauptversammlung der Aktionäre für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren, gewählt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann zu jeder Zeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen oder ersetzt werden. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können mehrmals hintereinander gewählt werden.

(3) Scheidet ein amtierendes Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Hauptversammlung ausgefüllt werden, welche in Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

Art. 8. Verwaltungsratssitzungen.

(1) Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und hat auch die Möglichkeit, unter seinen Mitgliedern einen stellvertretenden Vorsitzenden zu bestellen. Der Verwaltungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, welcher kein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und auch andere administrative Tätigkeiten und andere Tätigkeiten, die ihm von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat angeordnet werden, verantwortlich ist.

(2) Der Verwaltungsratsvorsitzende, oder in seiner Abwesenheit sein stellvertretender Vorsitzender, oder ein von ihm (oder in seiner Abwesenheit von seinem stellvertretenden Vorsitzenden) ein von ihm als sein Vertreter bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, leitet die Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit oder in Abwesenheit seines Vertreters können die Mitglieder des Verwaltungsrates durch Mehrheitsbeschluss ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates vorübergehend mit der Leitung der Verwaltungsratssitzungen beauftragen.

(3) Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort einberufen. Wird eine Verwaltungsratssitzung durch mindestens zwei (2) Verwaltungsratsmitglieder verlangt, muss der Verwaltungsratsvorsitzende die Sitzung einberufen. Jedes Verwaltungsratsmitglied erhält mindestens acht (8) Kalendertage vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung schriftlich oder per Faxschreiben oder per E-Mail eine Ladung für die Versammlung, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind, kann die Einberufung vierundzwanzig (24) Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung erfolgen. Eine Ladung ist nicht notwendig, weder vorher, noch nachträglich im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Verwaltungsratsmitgliedes per Post oder per Faxschreiben oder per E-Mail. Eine Ladung zu Verwaltungsratssitzungen ist nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen, wie in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt wurde.

(4) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei der Verwaltungsratssitzung aufgrund einer schriftlich, durch Faxschreiben oder per E-Mail, oder durch jedes andere Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht, durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates vertreten werden lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann nicht mehr als einen seiner Kollegen vertreten.

(5) Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln oder abstimmen, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder bei der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Wird die Beschlussfähigkeit nicht innerhalb einer halben Stunde nach dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt erreicht, so können die anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder die Sitzung auf einen späteren Zeitpunkt verschieben. Der Schriftführer hat den Verwaltungsrat über die Vertagung der Sitzung zu informieren. In seiner Abwesenheit informiert ein Verwaltungsratsmitglied über die Vertagung der Sitzung.

(6) Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder seinem bevollmächtigten Vertreter, der zugleich ein Verwaltungsratsmitglied sein muss, eine ausschlaggebende Stimme zu.

(7) Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung durch Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann, teilnehmen. Diese Kommunikationsmittel müssen allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlauben, sich durchgehend gegenseitig zu hören, sowie effektiv an der Sitzung teilzunehmen. Die Teilnahme an einer mit derartigen Kommunikationsmitteln durchgeführte Sitzung wird mit einer persönlichen Teilnahme gleichgesetzt. Es wird vermutet, dass die abgehaltene Sitzung am eingetragenen Gesellschaftssitz abgehalten wurde.

(8) Ungeachtet des Vorstehenden, kann ein Beschluss des Verwaltungsrats auch als Umlaufbeschluss schriftlich, einstimmig getroffen werden, und kann aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse beinhalten, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind. Solch ein Beschluss gilt als an dem Tag der letzten Unterschrift gefasst.

Art. 9. Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrates.

(1) Die Protokolle aller Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, von seinem für die Sitzung vorübergehend ernannten Vertreter unterzeichnet.

(2) Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder anderweitig verwendet werden können, werden vom Schriftführer oder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichnet.

Art. 10. Befugnisse und Pflichten des Verwaltungsrates.

(1) Die Verwaltungsratsmitglieder können nur innerhalb der ordnungsgemäß berufenen Verwaltungsratssitzungen oder aufgrund eines schriftlichen Einverständnisses gemäß Artikel 8 dieser Satzung handeln.

(2) Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche im Interesse der Gesellschaft sind. Der Verwaltungsrat hat sämtliche Befugnisse, welche gesetzlich oder durch diese Satzung nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Art. 11. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Verwaltungsrat kann die Führung des täglichen Geschäfts der Gesellschaft sowie die dazu erforderliche Vertretungsmacht, wie in Art. 60 des Gesetzes von 1915 vorgesehen ist, auf ein oder mehrere Geschäftsführungsgremien übertragen, die aus Mitgliedern des Verwaltungsrates gebildet werden können aber nicht müssen, oder auf mindestens eine (1) Person, die, kein Verwaltungsratsmitglied sein muss, und die, sofern nicht anders gesetzlich vorgesehen ist, alleine oder gemeinschaftlich handeln kann. Die Übertragung von Geschäftsführungsbefugnissen auf ein Mitglied des Verwaltungsrates verpflichtet die Mitglieder des Verwaltungsrates dazu, auf der jährlichen Hauptversammlung über das Honorar, Vergütungen und die sonstige der(den) delegierten Person(en) gewährten Vorteile Bericht zu erstatten. Der Verwaltungsrat hat, den Umfang der Vertretungsmacht, die Voraussetzungen für den Widerruf der Ernennung, die mit der Übertragung der Geschäftsführung verbundene Entlohnung sowie das Recht zur Erteilung von Untervollmachten näher zu bestimmen.

(2) Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Gremien gründen, die aus den Verwaltungsratsmitgliedern und/oder externen Personen bestehen, und auf welche der Verwaltungsrat bestimmte Befugnisse und Funktionen delegieren kann.

(3) Der Verwaltungsrat kann desweiteren bestimmte Befugnisse auf einen oder mehrere Vertreter seiner Wahl übertragen.

Art. 12. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 13. Interessenkonflikte.

(1) Mitglieder des Verwaltungsrates halten sich an das Gesetz, und die vorliegenden Satzung und führen ihre Pflichten, die Interessen der Gesellschaft zu schützen, im Guten Glauben aus. Sofern ein Konflikt zwischen persönlichen Interessen und den Interessen der Gesellschaft besteht, hat jedes Mitglied des Verwaltungsrates im besten Interesse der Gesellschaft zu handeln.

(2) Handelt ein Mitglied des Verwaltungsrates im eigenen Namen und könnten Dritte glauben, dass es als Mitglied des Verwaltungsrates, mithin im Namen der Gesellschaft handelt, so hat es, seinen Geschäftspartner über das Handeln im eigenen Namen im Voraus aufzuklären.

(3) Die Pflichten der Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft und den Aktionären gegenüber enden nicht unbedingt innerhalb eines vernünftigen Zeitrahmens nach dem Rücktritt oder Ablauf der Amtszeit. Die Pflicht, die Geschäftsgeheimnisse der Gesellschaft und andere Vertrauensinformation geheim zu halten, besteht auch nach dem Ablauf der Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds, bis die genannten Informationen der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden.

(4) Im Falle eines Interessenkonflikts eines Verwaltungsratsmitglieds, ausgenommen des Umstandes, dass es ebenfalls im Verwaltungsrat eines Gesellschafters der Gesellschaft oder einer dem Gesellschafter angegliederten Gesellschaft sitzt, ist der Verwaltungsrat hierüber zu informieren. Das betroffene Verwaltungsratsmitglied darf nicht an der Abstimmung des Verwaltungsrates teilnehmen, wird aber als anwesend zum Quorum gezählt. Sofern sich ein Mitglied des Verwaltungsrates bezüglich eines Punktes auf der Tagesordnung in einem Interessenkonflikt befindet, hat es dies, dem Vorsitzenden zu Beginn der Sitzung mitzuteilen.

(5) Hat ein Verwaltungsratsmitglied ein persönliches Interesse an der dem Verwaltungsrat zur Genehmigung vorgelegten Transaktion, ist es verpflichtet, über den bestehenden Konflikt den Verwaltungsrat zu informieren und auf eine Aufzeichnung seiner Mitteilung im Sitzungsprotokoll hinzuwirken. Dieses Verwaltungsratsmitglied kann sich an den Geschäften des Verwaltungsrates nicht beteiligen, wird aber als anwesend zum Quorum gezählt. Auf der nächsten Hauptversammlung, bevor ein Beschluss gefasst wird, ist ein gesonderter Bericht über die Geschäfte zu erstellen, bei denen sich die Mitglieder des Verwaltungsrates in einem Interessenkonflikt befunden haben.

Art. 14. Hauptversammlung der Aktionäre.

(1) Die Versammlung der Aktionäre vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft.

(2) Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens zehn Prozent (10%) des unterzeichneten Aktienkapitals vertreten, in Einklang mit dem Gesetz von 1915, einberufen werden.

(3) Die jährliche Hauptversammlung findet in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder einem anderen, in der Einladung bestimmten Ort, am dritten Donnerstag im Monat März um vier (16.00) Uhr nachmittags statt. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher oder ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

(4) Andere Hauptversammlungen können an den in Einberufungsschreiben bestimmten Zeitpunkten und Orten abgehalten werden.

(5) Eine Einladung zur Hauptversammlung muss die Tagesordnung enthalten und wenigstens acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung vorgesehenen Zeitpunkt an jeden Eigentümer der Aktien, an dessen in dem Aktienregister eingetragene Adresse oder an eine andere, durch den Aktionär mitgeteilte Adresse per eingeschriebenen Brief versandt werden. Sind alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, die Tagesordnung zu kennen, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

(6) Jeder Aktionär kann an der Versammlung durch Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen. Die Kommunikationsmittel müssen allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlauben, sich durchgehend untereinander zu hören, zu identifizieren sowie effektiv an der Sitzung teilzunehmen. Derartige Teilnahme an einer Sitzung, entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

(7) Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstige Bedingungen der Teilnahme an einer Hauptversammlung festlegen, welche von den Aktionären erfüllt werden müssen.

(8) Die Hauptversammlung bestimmt einen Präsidenten, der bei der Versammlung den Vorsitz führt. Der Präsident bestimmt einen Schriftführer, dem die Protokollierung der Versammlung obliegt.

(9) Auf der Hauptversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung (einschließlich aller gesetzlich erforderlichen Punkte) enthalten sind.

(10) Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich auf der Hauptversammlung durch eine schriftlich bevollmächtigen Dritten vertreten lassen.

(11) Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen des Gesetzes werden Beschlüsse auf der Hauptversammlung der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

(12) Im Falle eines einzigen Aktionärs, sind die Vorschriften der vorliegenden Satzung so anzuwenden, dass der Beschluss, erfasst durch diesen Aktionär, ausreichend ist. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung“ in der vorliegenden Satzung als ein Bezug auf einen einzigen Aktionär zu verstehen.

Art. 15. Überwachung der Gesellschaft. Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Rechnungskommissar(e) (commissaire aux comptes), welche im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen ernannt werden. Sie sind höchstens auf sechs (6) Jahre zu ernennen.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Ausschüttungen.

(1) Es werden jährlich fünf Prozent (5%) des Reingewinns so lange vorweg dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt bis dieser zehn Prozent (10%) des gezeichneten Aktienkapitals ausmacht.

(2) Die Hauptversammlung befindet über die Verwendung des jährlichen Reingewinns.

(3) Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, über die Zwischenausschüttungen in Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen zu beschließen.

Art. 18. Auflösung der Gesellschaft. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche nicht unbedingt die Aktionäre der Gesellschaft sein müssen und von der Hauptversammlung ernannt werden, die über die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren zu bestimmen hat. Der Liquidationserlös wird den Aktionären proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

Art. 19. Änderung der Satzung. Die gegenwärtige Satzung kann von einer Hauptversammlung der Aktionäre geändert werden, unter Beachtung der Anwesenheitsquoten und Mehrheitserfordernisse gemäß dem Gesetz von 1915.

Art. 20. Anwendbares Recht. Für sämtliche Fragen, welche durch diese Satzung nicht geregelt sind, gelten die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere das Gesetz von 1915.

Art. 21. Sprache. Die vorliegende Satzung der Gesellschaft wurde in englischer sowie deutscher Sprache verfasst. Sofern die Fassungen nicht übereinstimmen gilt die englische Version.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

2) Die erste jährliche Hauptversammlung der Aktionäre findet im Jahr 2014 statt.

Zeichnung und Zahlung

Die ausgegebenen Aktien werden wie folgt gezeichnet:

OJSC Gazprombank, vorbenannt, zwanzigtausend Aktien	<u>20.000</u>
TOTAL: Zwanzigtausend Aktien	20.000

Alle zwanzigtausend Aktien (20.000) wurden in Höhe von zwanzigmillionen Euro (EUR 20.000.000) in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwanzigmillionen Euro (EUR 20.000.000) zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Die Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, werden auf ungefähr siebentausend Euro (EUR 7,000) geschätzt.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt wurden.

Beschlüsse des Gründungsaktionärs

Als Alleinaktionär, der das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, hat GPB (OJSC), vorbenannt, unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt, dass die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf vier (4) festgelegt wird und bestellt die folgende Personen als Mitglieder des Verwaltungsrates:

- Andrey Akimov, designierter Vorsitzender des Verwaltungsrates, geboren in Sankt Petersburg (Russland) am 22. September 1953, mit Geschäftsadresse in 16, Gebäude 1, Nametkina St., 117420, Moskau, Russland;
- Alexey Matveev, designierter stellvertretender Vorsitzender des Verwaltungsrates, geboren in Sankt Petersburg (Russland) am 21. Dezember 1963, mit Geschäftsadresse in 16, Gebäude 1, Nametkina St., 117420, Moskau, Russland;
- Alexander Sobol, Verwaltungsratsmitglied, geboren in Moskau (Russland) am 22. Juli 1969, mit Geschäftsadresse in 16, Gebäude 1, Nametkina St., 117420, Moskau, Russland; und
- Oleg Vaksman, Verwaltungsratsmitglied, geboren in Sankt Petersburg (Russland) am ersten Juni 1977, mit Geschäftsadresse in 16, Gebäude 1, Nametkina St., 117420, Moskau, Russland.

Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder endet mit der Generalversammlung, die über die jährliche Konten für das Geschäftsjahr 2013 entscheiden und die im Jahr 2014 stattfinden soll.

Zweiter Beschluss

Der Alleinaktionär beschließt, dass die Anschrift des Sitzes der Gesellschaft wie folgt lautet: 20, route d'Echternach, L-1453 Luxemburg.

Dritter Beschluss

Der Alleinaktionär ernennt KPMG Luxemburg, eine société à responsabilité limitée, mit Sitz in 9, Allee Scheffer, L-2520 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter Nummer B 149.133, zum Rechnungskommissar. Das Mandat des Rechnungskommissars endet mit der Hauptversammlung, die über die jährliche Konten für das Rechnungsjahr 2013 entscheiden und die im Jahr 2014 stattfinden soll.

Der unterzeichnende Notar versteht und spricht Englisch und bestätigt hiermit, dass auf Wunsch der erschienenen Person die vorliegende notarielle Urkunde in English verfasst wurde und der eine deutsche Fassung beigefügt ist; dass auf Wunsch der erschienenen Person im Falle eines Widerspruches zwischen der englischen und deutschen Fassung die englische Fassung Vorrang hat.

Worüber die Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, in der Kanzlei des unterzeichneten Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat dieser mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. MOUSEL und J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A. C., le 12 juillet 2013. LAC/2013 /33532. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 30. Juli 2013.

Référence de publication: 2013106923/587.

(130129700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Niederlande Immo Beteiligungs II A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 98.106.

Extraits des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 13 mai 2013

4^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Mme Cornelia METTLEN, de Mr Philippe Olivier BURGER et de Dr Karl Josef HIER, Administrateurs de catégorie A et de Mr Harro Uwe CLOPPENBURG et de Mr Patrick CLOPPENBURG, Administrateurs de catégorie B jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes annuels 2013 de la société.

5^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale décide de nommer Madame Catharina CLOPPENBURG, née le 27 décembre 1985 à Vancouver, Canada, demeurant professionnellement au 2, Berliner Allee, 40212 Düsseldorf, Allemagne en tant qu'Administrateur de catégorie B avec effet immédiat. Le mandat de Madame CLOPPENBURG prendra fin lors de l'Assemblée Générale annuelle approuvant les comptes annuels 2013 de la société.

6^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale décide de nommer à nouveau AAD Fiduciaire s.à.r.l., société à responsabilité limitée, existant sous la loi luxembourgeoise, ayant son siège social au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg et enregistrée auprès du

Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 89.237 en tant que Commissaire aux Comptes. Son mandat prenant fin lors de l'Assemblée Générale annuelle approuvant les comptes annuels 2013 de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 13 mai 2013.

NIEDERLANDE IMMO BETEILIGUNGS II A.G.

Référence de publication: 2013102564/26.

(130124227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

NBS Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 109, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 176.815.

—
EXTRAIT

Suite à une cession de parts dûment approuvée par les associés intervenue le 1^{er} mai 2013, le capital social de la société à responsabilité limitée fixé à 12.400,- Euros, représenté par 100 parts sociales, de valeur nominale de 124,- Euros, entièrement souscrites et libérées, se répartit désormais comme suit:

Monsieur Christophe WAUTHIER	
Quatre-vingt-dix parts sociales	90
Monsieur Marc DEMARCHE	
Cinq parts sociales	5
Madame Virginie LEGER	
Cinq parts sociales	5
Total: Cent parts sociales	100

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Pour NBS CONSULTING S.à r.l.

Fiduciaire des PME

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2013102571/24.

(130124789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Scarla Watt Environnement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4101 Esch-sur-Alzette, 12, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 164.514.

L'an deux mille treize,

le vingt-deux juillet.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

Monsieur Fabrizio SCARITO, gérant de société, né à Moyeuvre-Grande (France), le 17 avril 1982, demeurant 24A, rue des pigeons, F-57455 SEINGBOUSE (France).

Laquelle personne comparante ici personnellement présente et agissant en sa qualité de seul et unique associé de la société «SCARLA WATT ENVIRONNEMENT S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège actuel au 71A, route de Belvaux, L-4510 Oberkorn, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 164 514, constituée suivant acte notarié reçu en date du 03 novembre 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), en date du 14 décembre 2011, sous le numéro 3067 et page 147188 et dont les statuts ne furent jamais modifiés depuis lors,

a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique DECIDE de transférer le siège social statutaire et administratif de la Société de la Ville de Differdange, vers la Ville d'Esch-sur-Alzette et de fixer sa nouvelle adresse au 12, rue de l'Eau, L-4101 Esch-sur-Alzette.

Deuxième résolution

Afin de refléter ledit transfert du siège social, l'associé unique DECIDE de modifier l'article QUATRE (4) des statuts de la Société pour lui donner désormais la nouvelle teneur qui suit:

Art. 4. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La société peut ouvrir des agences ou succursales dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.»

DONT ACTE, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ladite personne comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. SCARITO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 juillet 2013. Relation: EAC/2013/9699. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013105381/37.

(130127822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Sarasino Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 129.744.

L'an deux mille treize.

Le dix-huit juillet.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SARASINO SOPARFI S.A., avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 129744 (NIN 2007 2220 472),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 12 juillet 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1826 du 29 août 2007.

Le capital social s'élève au montant de trente-et-un mille Euros (€ 31.000,-), représenté par deux cents (200) actions d'une valeur nominale de cent cinquante-cinq Euros (€ 155,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

L'assemblée est présidée par Madame Peggy SIMON, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Mariette SCHOU, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt.

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- Division du conseil d'administration en classes A et B avec modification du premier alinéa de l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 6. (1^{er} alinéa). «La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, divisé en deux classes, à savoir les Administrateurs de Classe A et les Administrateurs de Classe B. Ils sont nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.»

2.- Modification de l'article 11 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 11. «La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont l'un est un Administrateur de Classe A et l'autre est un Administrateur de Classe B, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.»

3.- Nominations statutaires

4.- Divers

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de diviser le conseil d'administration en deux classes A et B et en conséquence de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 6. (1^{er} alinéa). «La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, divisé en deux classes, à savoir les Administrateurs de Classe A et les Administrateurs de Classe B. Ils sont nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 11 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 11. «La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont l'un est un Administrateur de Classe A et l'autre est un Administrateur de Classe B, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.»

Troisième résolution

Suite à l'introduction de deux classes d'administrateurs, l'assemblée générale décide

- d'accepter la démission de l'administrateur G.T. Fiduciaires S.A. et de lui accorder décharge pour l'exécution de son mandat;

- de nommer Messieurs Thierry Hellers et Gernot Kos, ayant leur adresse professionnelle à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, déjà administrateurs de la société, dorénavant administrateurs de classe A, leurs mandats expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2018;

- de nommer Monsieur Wilfried Tweepenninckx, né à Louvain (Belgique), le 28 août 1952, et Monsieur Philippe Lauwers, né à Etterbeek (Belgique), le 11 mai 1951, ayant leur adresse professionnelle à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, administrateurs de classe B, leurs mandats expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2018.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes de tout ce qui précède, ces dernières, toutes connues du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 22 juillet 2013. Relation: ECH/2013/1341. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): D. SPELLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 juillet 2013.

Référence de publication: 2013105379/74.

(130127595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2013.

ERIKS Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4410 Soleuvre, 11, Zone Industrielle "Um Woeller".

R.C.S. Luxembourg B 64.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013103178/9.

(130125824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Gutt Drauf s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 85, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 167.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013103268/9.

(130125701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2013.

EDM International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 50.523.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la Société en date du 19 juillet 2013

En date du 19 juillet 2013, le conseil d'administration de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'approuver la démission de Monsieur Nicolaus P. BOCKLANDT de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 10 juin 2013;

- d'approuver la démission de Monsieur Jordi PASCUAL de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 30 juin 2013;

- d'approuver la démission de Monsieur Javier DE PRADA DIAZ-CARO de son mandat d'administrateur de la Société avec effet immédiat;

- de coopter Monsieur Antonio Estabanell BUXÓ, né le 21 juin 1959 à Barcelone, Espagne, résidant professionnellement à l'adresse suivante: Av. Diagonal 399, E-08008 Barcelone, Espagne, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

EDM INTERNATIONAL

Signatures

Référence de publication: 2013103165/23.

(130125656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Culloden S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 138.194.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013103059/9.

(130125374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Calethon Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 160.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013103061/9.

(130125731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Genesta Nordic Baltic Real Estate S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 50, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 127.050.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013103235/11.

(130126017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2013.
